

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1992 Nr. 118

A. TITEL

Protocol van Overeenstemming tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Republiek Benin betreffende de uitvoering van fase II van het Project inzake toegepast landbouwkundig onderzoek in Zuid-Benin; Cotonou, 15 juni 1992

B. TEKST

Protocole d'accord entre le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la République du Bénin concernant la mise en oeuvre de la phase II du projet de «recherche appliquée en milieu réel dans la région naturelle du Sud-Bénin (RAMR)»

Préambule

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas ci-après dénommé «gouvernement néerlandais» ou «partie néerlandaise» et le Gouvernement de la République du Bénin ci-après dénommé «gouvernement béninois» ou «partie béninoise»

Vu le protocole d'accord du 26 août 1986 pour la mise en oeuvre du projet de recherche appliquée en milieu réel (RAMR) – création d'une unité provinciale et support à l'unité nationale,

Considérant que la première phase de ce projet s'est déroulée à la satisfaction de toutes les parties,

Constatant que tous les objectifs du projet RAMR ne sont pas encore atteints,

Considérant la nécessité de consolider l'expérience acquise par la mise en place d'une méthodologie et d'un cadre institutionnel pour la recherche – développement au Bénin,

Sont convenus de ce qui suit:

CHAPITRE PREMIER

OBJECTIFS ET BUTS

Article 1er

Les deux gouvernements exécuteront conjointement le projet dénommé «Développement de la recherche appliquée en milieu réel dans la région naturelle du Sud-Bénin (RAMR)»

Article 2

Ce projet dont la durée est de trois (3) ans a pour objectifs:

1. l'amélioration de la sécurité alimentaire au Bénin à travers le développement et la dissémination de méthodes agraires améliorées;
2. la contribution au développement d'une capacité nationale de recherche appliquée en milieu réel et
3. la contribution à l'institutionnalisation de la recherche-développement au Bénin.

CHAPITRE II

DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 3

1. Le montant de la contribution du gouvernement néerlandais est fixée à 3.968.000 florins néerlandais.
2. La partie béninoise mettra à la disposition du projet le personnel national nécessaire à sa réalisation. Sa contribution évaluée à 36.000.000 FCFA par an est constituée par les salaires réguliers de ce personnel.

Article 4

1. Les fonds alloués par la partie néerlandaise, par l'intermédiaire du ministère néerlandais pour la coopération au développement, serviront à:
 - a) faire face aux salaires et autres charges des experts;
 - b) prendre partiellement en charge les coûts locaux nécessaires à l'exécution du projet;
 - c) prendre en charge la main d'oeuvre occasionnelle nécessaire ainsi que les indemnités du personnel national permanent mis à la disposition du projet;

d) prendre en charge les déplacements locaux et régionaux organisés dans le cadre du projet;

e) faciliter la formation des personnels scientifiques et techniques nationaux et prendre en charge les coûts d'organisation d'ateliers, de séminaires, de conférences relatifs à la recherche appliquée en milieu réel;

f) prendre en charge la participation du personnel scientifique national et expatrié mis à la disposition du projet à des conférences, séminaires et ateliers organisés sur la recherche appliquée en milieu réel dans différents pays;

g) prendre occasionnellement en charge des services de consultation relatifs à la recherche appliquée en milieu réel en cours.

2. Les fonds affectés au projet (à l'exception des salaires et autres charges du personnel expatrié) seront conjointement gérés par le directeur de la recherche agronomique et l'expert expatrié.

Article 5

Les deux parties établiront de commun accord un document de projet spécifiant notamment la contribution de chacune d'elles, l'effectif du personnel néerlandais et les missions qui lui sont assignées, la durée de sa participation au projet ainsi que les équipements et matériels à fournir.

CHAPITRE III

PRIVILEGES ET IMMUNITES

Article 6

1. La partie béninoise prendra toutes les mesures nécessaires pour exempter le personnel néerlandais des réglementations ou autres dispositions légales susceptibles d'entraver l'exécution des travaux prévus par le présent protocole et lui accordera les moyens nécessaires à l'exécution rapide et efficace du projet tel qu'il est décrit dans le plan d'exécution approuvé par les deux gouvernements.

2. Le gouvernement béninois

a) garantira au personnel néerlandais, à leurs conjoints et aux personnes à leur charge la délivrance rapide et gratuite des visas, permis et autorisations nécessaires ainsi que les possibilités de rapatriement en temps de crise nationale ou internationale;

b) garantira au personnel néerlandais l'accès au lieu de travail et tous les droits de passage nécessaires;

c) garantira au personnel néerlandais la liberté de mouvement tant pour les déplacements à l'intérieur du pays que pour les voyages aller et retour;

- d) garantira au personnel néerlandais le taux de change le plus favorable;
- e) garantira au personnel néerlandais et aux personnes à sa charge l'exemption du service militaire national;
- f) exemptera le personnel néerlandais des impôts, taxes et droits sur:
 - i les traitements, émoluments ou salaires payés, au titre du présent accord, par le gouvernement néerlandais;
 - ii tout bien à usage personnel (y compris un véhicule à moteur), lors de l'importation et de l'exportation;
- g) accordera aux membres du personnel néerlandais l'immunité juridique en rapport avec toute idée exprimée oralement ou par écrit, et en rapport avec tous les actes commis dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 7

1. Les privilèges et immunités ne sont pas accordés aux membres du personnel néerlandais pour leur avantage personnel,
2. Le gouvernement néerlandais renoncera à l'immunité dans tous les cas où il estime qu'elle entraverait la justice et qu'il peut y renoncer sans préjudice pour ses intérêts.

Article 8

1. Le gouvernement béninois garantira le gouvernement néerlandais contre toute action en responsabilité civile résultant de tout acte ou omission commis par le personnel néerlandais dans l'exécution de ses tâches et ayant entraîné la mort d'un tiers ou des lésions corporelles ou des dommages à un bien appartenant à un tiers, pour autant que ladite responsabilité ne résulte pas d'une faute intentionnelle ou d'une négligence grave de la part d'un ou plusieurs membres du personnel néerlandais.
2. Au cas où une action est engagée en rapport avec le paragraphe précédent, le gouvernement béninois est autorisé à examiner tous les droits que les Pays-Bas et le personnel néerlandais pourraient exercer.

Article 9

1. Le gouvernement béninois exemptera de tous les droits d'importation et d'exportation et autres droits officiels les équipements (y compris les véhicules à moteur) et autres matériels fournis par le gouvernement néerlandais en rapport avec le projet. Une telle exemption s'applique également aux autres fournitures (carburant et lubrifiant) acquises dans le cadre du projet.

2. La propriété de tous les équipements et matériels fournis par le gouvernement néerlandais sera transférée au gouvernement béninois à l'expiration de projet, à moins que les deux parties n'en conviennent autrement.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS FINALES

Article 10

1. Le présent protocole d'accord entrera en vigueur pour une période de un an à compter de la date de sa signature.

2. A moins d'être dénoncé 30 jours avant la fin de l'année, le présent accord sera prolongé pour une durée indéterminée.

3. Au cas où le présent accord est prolongé pour une durée indéterminée, il expirera à la date de l'achèvement du projet.

4. Après son expiration conformément aux paragraphes 2 et 3 du présent article, le protocole d'accord restera en vigueur pendant une période de six (6) mois au plus aux fins de règlement administratif.

EN FOI DE QUOI, les parties, dûment représentées, ont établi en deux exemplaires français, chaque texte ayant valeur d'original, le présent protocole d'accord.

FAIT a Cotonou, le 15 juin 1992.

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas

l'Ambassadeur,

(s.) E. T. J. T. KWINT

Eric T. J. T. Kwint

Pour le Gouvernement de la République du Bénin

(s.) A.-G. OLOGOUDOU

André-Guy Ologoudou
Ambassadeur

C. VERTALING**Protocol van Overeenstemming tussen de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en de Regering van de Republiek Benin inzake de uitvoering van de tweede fase van het project „toegepast landbouwkundig onderzoek in Zuid-Benin” (RAMR)****Preambule**

De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden, hierna te noemen „Nederlandse Regering” of „Nederlandse Partij” en de Regering van de Republiek Benin, hierna te noemen „Beninse Regering” of „Beninse Partij”

Gezien het protocol van overeenstemming van 26 augustus 1986 voor de uitvoering van het project inzake toegepast landbouwkundig onderzoek (RAMR) – instelling van een provinciale eenheid en ondersteuning van de nationale eenheid,

Overwegend dat de eerste fase van dit project is verlopen tot tevredenheid van alle partijen,

Vaststellende dat alle doelstellingen van het RAMR-project nog niet zijn verwezenlijkt,

Overwegende de noodzaak de verworven ervaring te consolideren door de invoering van een methodologie en de instelling van een institutioneel kader voor onderzoek/ontwikkeling in Benin,

Zijn als volgt overeengekomen:

EERSTE HOOFDSTUK**DOELSTELLINGEN EN DOELEINDEN****Artikel 1**

De beide Regeringen voeren gezamenlijk het project uit dat is genaamd „Ontwikkeling van het toegepaste landbouwkundig onderzoek in Zuid-Benin (RAMR)”

Artikel 2

Dit project, waarvan de looptijd drie jaar is, heeft als doelstellingen:

1. het verbeteren van de veiligstelling van de voedselvoorziening in Benin via de ontwikkeling en de verspreiding van verbeterde landbouwmethoden;

2. het bijdragen aan de ontwikkeling van het nationale potentieel aan toegepast landbouwkundig onderzoek;

3. het bijdragen aan de institutionalisering van onderzoek/ontwikkeling in Benin.

HOOFDSTUK II

FINANCIËLE BEPALINGEN

Artikel 3

1. Het bedrag van de bijdrage van de Nederlandse Regering is vastgesteld op 3.968.000 gulden.

2. De Beninse Partij stelt ten behoeve van het project het nationale personeel ter beschikking dat noodzakelijk is voor de uitvoering van het project. Haar bijdrage, die is geraamd op 36.000.000 FCFA per jaar, betreft de vaste salarissen van dit personeel.

Artikel 4

1. Het geld dat door de Nederlandse Partij via het Nederlandse Ministerie van Ontwikkelingssamenwerking is toegewezen, zal worden gebruikt om:

- a. de salarissen en overige lasten van de deskundigen te betalen;
- b. bij te dragen in de plaatselijke kosten voor de uitvoering van het project;
- c. de incidenteel benodigde arbeidskrachten te betalen alsmede de vergoedingen voor het permanente nationale personeel dat ter beschikking wordt gesteld van het project;
- d. het plaatselijke en regionale vervoer te betalen dat wordt georganiseerd in het kader van het project;
- e. de opleiding van nationaal wetenschappelijk en technisch personeel te vergemakkelijken en de kosten te betalen voor het organiseren van werkgroepen, studiedagen en lezingen op het gebied van het toegepaste landbouwkundig onderzoek;
- f. de deelneming te betalen van het nationale en uitgezonden wetenschappelijk personeel dat ter beschikking is gesteld van het project, aan lezingen, studiedagen en werkgroepen die in verschillende landen worden georganiseerd op het gebied van het toegepaste landbouwkundig onderzoek;
- g. bij gelegenheid de diensten van adviseurs te betalen betreffende het lopende toegepaste landbouwkundig onderzoek.

2. Het voor het project bestemde geld (met uitzondering van de salarissen en andere lasten van het uitgezonden personeel) wordt gemeenschappelijk beheerd door de directeur voor het landbouwkundig onderzoek en de uitgezonden deskundige.

Artikel 5

De beide Regeringen stellen in onderling overleg een projectdocument op, waarin is aangegeven de bijdrage van beide Partijen, uit hoeveel leden het Nederlandse personeel bestaat en wat hun taak is, de duur van hun deelneming aan het project en de ter beschikking te stellen uitrusting en materialen.

HOOFDSTUK III

VOORRECHTEN EN IMMUNITEITEN

Artikel 6

1. De Beninse Partij neemt alle nodige maatregelen om het Nederlandse personeel vrij te stellen van de voorschriften of andere wettelijke bepalingen waardoor de uitvoering van de in dit protocol bedoelde werkzaamheden zou kunnen worden belemmerd en verleent het Nederlandse personeel de middelen die noodzakelijk zijn voor de snelle en doeltreffende uitvoering van het project zoals dit is omschreven in het door beide Regeringen goedgekeurde uitvoeringsplan.

2. De Beninse Regering:

a. waarborgt het Nederlandse personeel, hun echtgenoten en de personen te hunnen laste de snelle en kosteloze afgifte van de nodige visa, vergunningen en machtigingen alsmede repatriëringsfaciliteiten in tijden van nationale of internationale crisis;

b. waarborgt het Nederlandse personeel de toegang tot de werkplek en alle nodige rechten van doorgang;

c. waarborgt het Nederlandse personeel bewegingsvrijheid zowel voor binnenlandse reizen als voor de heen- en terugreis;

d. waarborgt het Nederlandse personeel de gunstigste wisselkoers;

e. waarborgt het Nederlandse personeel en de personen te hunnen laste vrijstelling van nationale dienstplicht;

f. stelt het Nederlandse personeel vrij van belastingen, rechten en heffingen op:

i. salarissen, emolumenten of lonen die in het kader van deze Overeenkomst door de Nederlandse Regering worden betaald;

ii. alle goederen voor persoonlijk gebruik (met inbegrip van een motorvoertuig) die worden in- of uitgevoerd;

g. verleent de Nederlandse personeelsleden immuniteit van rechtsvervolgning met betrekking tot enig gesproken of geschreven woord en met betrekking tot enige handeling die door hen is verricht bij de uitoefening van hun taken.

Artikel 7

1. De voorrechten en immuniteiten worden aan leden van het Nederlandse personeel niet verleend voor hun persoonlijk voordeel.

2. De Nederlandse Regering heft de immuniteit op in alle gevallen waarin zij van mening is dat deze immuniteit de rechtsgang verhindert en wanneer zij dit kan doen zonder haar belangen te schaden.

Artikel 8

1. De Beninse Regering vrijwaart de Nederlandse Regering tegen wettelijke aansprakelijkheid, voortvloeiend uit enig handelen of nalaten van het Nederlandse personeel tijdens de uitvoering van zijn taken, dat de dood of lichamelijk letsel van derden of schade aan eigendom van derden heeft veroorzaakt, voor zover deze aansprakelijkheid niet het gevolg is van opzettelijk onjuist handelen of grove nalatigheid van een of meer leden van het Nederlandse personeel.

2. Indien een rechtsvordering wordt ingesteld met betrekking tot het voorgaande lid, is de Beninse Regering gerechtigd een onderzoek in te stellen naar alle rechten die Nederland en het Nederlandse personeel zouden kunnen doen gelden.

Artikel 9

1. De Beninse Regering stelt de door de Nederlandse Regering in verband met het project beschikbaar gestelde uitrusting (motorvoertuigen inbegrepen) en andere materialen vrij van alle in- en uitvoerrechten en andere officiële heffingen. Een dergelijke vrijstelling is eveneens van toepassing op andere benodigdheden (brandstof en smeermiddelen) die zijn aangeschaft in het kader van het project.

2. Aan het einde van het project wordt de eigendom van de door de Nederlandse Regering beschikbaar gestelde uitrusting en materialen overgedragen aan de Beninse Regering, tenzij beide Partijen anders overeenkomen.

HOOFDSTUK IV

SLOTBEPALINGEN

Artikel 10

1. Dit Protocol van overeenstemming treedt in werking voor een periode van een jaar, te rekenen vanaf de datum van ondertekening.

2. Deze Overeenstemming wordt voor onbepaalde tijd verlengd, tenzij zij dertig dagen vóór het einde van het jaar wordt opgezegd.

3. In het geval deze Overeenstemming voor onbepaalde tijd wordt verlengd, loopt zij af op de datum van voltooiing van het project.

4. Nadat dit Protocol van Overeenstemming overeenkomstig het tweede en derde lid van dit artikel is afgelopen, blijft het van kracht voor een periode van ten hoogste zes maanden, met het oog op de administratieve afwikkeling van het project.

TEN BLIJKE WAARVAN de Partijen, daartoe naar behoren gemachtigd, dit Protocol van overeenstemming hebben opgesteld in twee exemplaren in de Franse taal, zijnde beide teksten authentiek.

GEDAAN te Cotonou, 15 juni 1992.

Voor de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden

De Ambassadeur,

(w.g.) E. T. J. T. KWINT

Eric T. J. T. Kwint

Voor de Regering van de Republiek Benin

(w.g.) A.-G. OLOGOUDOU

André-Guy Ologoudou
Ambassadeur

D. PARLEMENT

Het Protocol behoefde niet de goedkeuring van de Staten-Generaal ingevolge artikel 91, juncto additioneel artikel XXI, eerste lid, van de Grondwet en artikel 62, eerste lid, onderdeel c, van de Grondwet naar de tekst van 1972, alvorens in werking te kunnen treden.

Het Protocol heeft ingevolge artikel 91 van de Grondwet de goedkeuring van de Staten-Generaal, alvorens op 15 juni 1993 voor onbepaalde tijd te kunnen worden verlengd.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Protocol zijn ingevolge artikel 10, eerste lid, op 15 juni 1992 in werking getreden.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, geldt het Protocol alleen voor Nederland.

Uitgegeven de dertiende augustus 1992.

De Minister van Buitenlandse Zaken,

H. VAN DEN BROEK